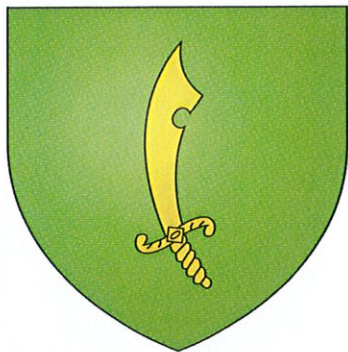


MAITRISE D'OUVRAGE

Mairie de THIBERVILLE
14 rue de Lisieux
27230 THIBERVILLE
Tél : 02 32 46 80 39
Fax : 02 32 44 12 30
E-mail :
mairie.thiberville@wanadoo.fr

M le Maire:
Guy PARIS



MAITRISE D'ŒUVRE



INGÉNIERIE 27

HOTEL DU DEPARTEMENT
Boulevard G. Chauvin
27021 Evreux cedex

Tel. : 02 32 31 50 50
Fax : 02 32 31 51 50

U.T. OUEST BRIONNE

RD 22

**Commune de
THIBERVILLE**

**AMENAGEMENT DE TROTTOIR ET PARKING
RUE DU STADE**

**DOSSIER DE CONSULTATIONS DES
ENTREPRISES**

0-1 – REGLEMENT DE CONSULTATIONS



INGÉNIERIE27

UNE SYNERGIE DE COMPÉTENCES AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS

• économie • voirie • eau/environnement • habitat • développement local • tourisme

DÉPARTEMENT DE

L'EURE

www.eureenligne.fr

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure adaptée

Article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire
du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur :

Commune de THIBERVILLE
2 rue de la Mairie – BP 9
27230 THIBERVILLE

Tél. : 02 32 46 80 39

Objet:

RD 22
Aménagement de trottoirs et parking
Commune de Thiberville

Marché réf. : N° 2025 - 001

Date et heure limites de remise des offres :
27 Juin 2025 à 17h00

Note importante à l'attention des candidats

Pour éviter le rejet de votre dossier pour des raisons de non conformité aux dispositions administratives, nous vous rappelons qu'il convient :

- de lire attentivement le présent règlement de consultation,
- de produire l'ensemble des pièces demandées à l'appui de la candidature et de l'offre,
- de vérifier que l'acte d'engagement est intégralement rempli,
- de dater et signer l'acte d'engagement à la dernière page dans le cadre réservé à cet effet,
- dans le cas d'utilisation d'une procédure dématérialisée :
 - de se conformer strictement aux dispositions de l'article décrivant la procédure de dépôt d'une offre électronique,
 - de ne pas attendre le jour de la date limite de dépôt des offres pour engager la procédure de dépôt d'une offre dématérialisée.

Article 1 – Caractéristiques de la consultation

1-1 Objet du marché

La présente consultation concerne l'aménagement de trottoirs et parking sur la commune de Thiberville le long de la RD 22 sur la Rue du Stade.

1-2-Décomposition du marché

Aucune décomposition en lots, ni en tranches n'est prévue.

1-3-Variantes, prestations supplémentaires éventuelles

1-3-1- Variantes

Sans objet.

1-3-2- Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

1-4-Durée du marché –Délai d'exécution

1-4-1-Durée du marché

Le marché entre en vigueur à la date de l'accusé de réception de sa notification et prend fin à l'issue de la période de parfait achèvement, telle que prévue par l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

1-4-2-Délai d'exécution

Les travaux seront exécutés dans un délai global de **2 mois** à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de travaux émis par le maître d'ouvrage et **2 semaines** de période de préparation à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de cette phase.

La phase préparation démarrera impérativement le 22 septembre 2025

Les travaux devront démarrer impérativement le 6 octobre 2025 avec un impératif de coordination des travaux d'enrobés voirie à réaliser semaine 46.

1-5- Intervenants à l'opération

1-5-1-Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune de Thiberville.

1-5-2-Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

1-6-Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera attribué à un prestataire unique.

1-7-Complément à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses particulières (CCAP).

1-8-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **cinq jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

1-9-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

1-10-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les documents suivants :

- 🚧 Le présent règlement de la consultation et ses annexes relatives aux documents liés à la candidature,
- 🚧 L'acte d'engagement et ses annexes relatives à "la sous-traitance" ,
- 🚧 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- 🚧 Le Cahier des Clauses Techniques Particuliers (CCTP),
- 🚧 Les plans des travaux
- 🚧 Le bordereau des prix mixtes
- 🚧 Le détail estimatif des prix.
- 🚧 Le plan de situation
- 🚧 Fiche alternat
- 🚧 Le tableau récapitulatif des déclarations de travaux

Les candidats sont tenus de vérifier dès réception le contenu du dossier transmis et sa conformité à la liste des pièces fournies. Aucun délai supplémentaire et aucun recours ne pourra être accepté du fait d'un dossier incomplet.

1-11 Retrait des dossiers de consultation

1-11-1- Retrait par voie dématérialisée

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique. Les candidats peuvent, après s'être identifiés, retirer gratuitement le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse électronique suivante. Les plans sont également disponibles sur la plateforme de dématérialisation.

www.mpe27.fr

Les candidats sont invités à renseigner lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectificatifs).

1-12-Unité monétaire du marché

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : Euro.

1-13-Nomenclature communautaire pertinente

La référence à la nomenclature européenne (CPV) est la suivante : **45233140-2** (travaux routiers).

Article 2 - Présentation des offres

Les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Les candidats étrangers produiront les documents, rédigés en français, équivalents aux documents listés ci-dessous. Le projet de marché à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

2-1 Documents liés à la candidature

2.1-1- Documents à produire impérativement pour attester la qualité des candidats à présenter une offre

- **Une déclaration sur l'honneur** que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner au regard de l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 ;

A titre pratique, l'annexe 1 jointe au présent règlement de consultation, dûment renseignée, datée et signée, permet de satisfaire à l'exigence ci-dessus.

- Si le candidat est en redressement judiciaire, **la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s)** à cet effet (document à fournir par tous les membres d'un groupement concernés) ;
- **Lettre de candidature et d'habilitation** du mandataire par ses cotraitants (ou formulaire DC1 disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics).

2.1-2- Documents à produire pour permettre à la collectivité d'apprécier la capacité du candidat à réaliser les prestations, objet de la consultation :

- **Une déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- **Une déclaration indiquant l'outillage, le nombre et le type de véhicules et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations de marchés de même nature ;
- **La liste des principaux travaux similaires en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années**, indiquant pour chacune de ces réalisations la nature et l'étendue des travaux exécutés, le montant, la date et le destinataire public ou privé appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

A titre pratique, l'annexe 2 jointe au présent règlement de consultation, dûment renseignée permet de répondre aux éléments demandés ci-dessus.

Justification des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature en application de l'article 51 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et des articles R2142-6 à R2142-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique

Dispositions particulières en cas de groupement d'entreprises : sans objet

Dispositions spécifiques aux candidats étrangers : les candidats, établis dans un Etat membre autre que la France, doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle, faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire, ou un organisme professionnel qualifié du pays.

2-2 Documents liés à l'offre

Le projet de marché à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

1. **L'acte d'engagement** dûment complété, daté et signé et son annexe relative au **bordereau de prix mixtes** dûment complété. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement des demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché.
Le candidat devra alors indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ;
2. Le **détail quantitatif estimatif**, dûment complété ;
3. Un **mémoire technique** comportant les éléments suivants :

- Le planning prévisionnel d'intervention précisant les moyens humains et matériels affectés à l'opération globale, la méthodologie
- Une notice environnementale définissant :
 - ❖ La politique environnementale de l'entreprise adaptée au chantier;
 - ❖ Le système de management environnemental de l'entreprise adaptée au chantier ;
 - ❖ L'application du système général aux exigences et spécifications environnementales adapté aux travaux (il est attendu du candidat d'expliquer la manière dont la politique environnementale sera mise en œuvre sur le terrain);
 - ❖ Le cadre général de gestion des déchets du chantier
- Les fiches techniques des produits et matériaux suivants : **Grave naturelle 0/31,5 (datant de moins de 6 mois); grave drainante ; dalle TTE, grave ciment 0/20.**

Article 3 : Jugement des candidatures et des offres

3-1-Examen des candidatures

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'ouverture des candidatures, que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il se réserve la possibilité, conformément aux articles R2144-1 à R2144-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait excéder dix jours.

Seront éliminées :

- Les candidatures des opérateurs économiques qui font l'objet d'une interdiction de soumissionner en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.
- Les candidatures des opérateurs économiques n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 3-1 du présent règlement de consultation.
- Les candidatures des opérateurs économiques ne présentant pas de moyens humains et matériels suffisants pour réaliser les prestations envisagées et ne démontrant pas un savoir-faire en adéquation avec les caractéristiques et la nature des travaux à réaliser.

3-2-Attribution du marché

Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, le cas échéant après avoir procédé à une négociation dans les conditions prévues par l'article 5 du présent règlement, le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés énoncés ci-après :

- | | |
|---|------------|
| 1. Le prix TTC des prestations , apprécié au regard du montant porté à l'acte d'engagement | 80% |
| 2. La valeur technique de l'offre , appréciée au regard du mémoire justificatif | 20% |

Ces critères recevront une note de 0 à 5 points, considérant que **5** est la note la plus élevée.

Pour la notation du critère prix, en solution de base comme en solution variante, ce critère sera jugé au regard du prix résultant du détail estimatif porté à l'acte d'engagement. Il sera fait application de la formule suivante sur le prix HT :

$$N = P1/P2 \times 5$$

Dans laquelle :

N= note attribuée ;

P1 = coût HT proposé le plus bas ;

P2 = coût HT proposé par le candidat.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Pour la notation de la valeur technique, chaque sous-élément sera noté de la manière suivante :

- Le planning prévisionnel d'intervention précisant les moyens humains et matériels affectés à l'opération globale (1 point), la méthodologie (PAQ : 1 point) soit 2 points au total
- Une notice environnementale (1 point) définissant :
 - ❖ La politique environnementale de l'entreprise adaptée au chantier (0,25 pts) ;
 - ❖ Le système de management environnemental de l'entreprise adaptée au chantier (0,25 pts) ;
 - ❖ L'application du système général aux exigences et spécifications environnementales adapté aux travaux (il est attendu du candidat d'expliquer la manière dont la politique environnementale sera mise en œuvre sur le terrain) (0,25 pts);
 - ❖ Le cadre général de gestion des déchets du chantier (0,25 pts).
- Les fiches techniques des produits et matériaux suivants : **Grave naturelle 0/31,5 (datant de moins de 6 mois); grave drainante ; dalle TTE, grave ciment 0/20**: 2 points (0,5 points par fiche).

Le barème de notation établi pour le contenu de chaque sous-élément décrit ci-dessus est le suivant :

Note sur 0,25 points :

- ✚ Absence d'élément ou non adapté au chantier : 0 point
- ✚ Insuffisant (présent mais incomplet) : 0,12 points
- ✚ Satisfaisant ou complet (conforme à nos attentes) : 0,25 points.

Note sur 0,5 points :

- ✚ Absence d'élément ou non adapté au chantier : 0 point
- ✚ Insuffisant (présent mais incomplet) : 0,25 points
- ✚ Satisfaisant ou complet (conforme à nos attentes) : 0,5 points.

Note sur 1 point :

- ✚ Absence d'élément ou non adapté au chantier: 0 point
- ✚ Insuffisant (présent mais incomplet) : 0,5 points
- ✚ Satisfaisant ou complet (conforme à nos attentes) : 1 point

Remarque importante : Au-delà de deux absences d'éléments ou non adaptés (0 point), l'offre sera rejetée.

3-3-Obligations de l'attributaire

Dès qu'il aura fait son choix, le pouvoir adjudicateur en avisera tous les candidats par écrit.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents suivants, conformément aux articles R2143-3 à R2143-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique:

- Une attestation sur l'honneur relative aux obligations prévues par les articles D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail (ce document sera joint à la décision d'attribution) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales au dernier jour du mois précédant la demande ;
- Un certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale **datant de moins de six mois (attestation dite de vigilance)**.

A défaut de production des documents demandés dans les délais impartis par le candidat retenu, son offre sera

rejetée et le candidat éliminé. Le marché sera attribué au candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne.

Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats doivent envoyer les offres en transmission électronique selon les modalités décrites ci-dessous.

4-1-Transmission par voie dématérialisée

Avertissement préalable:

Il est rappelé aux candidats que le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable :

- en cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur du service ou en cas d'indisponibilité temporaire du service en raison notamment de période de maintenance, d'incidents techniques ou de cas de force majeure.
- des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels résultant notamment de la consultation et/ou de l'utilisation de ce site web (ou d'autres sites qui lui sont liés) et des éventuelles applications en téléchargement qui auraient pu être recueillies et notamment de tout préjudice financier ou commercial, de pertes de programmes ou de données dans le système d'information de l'utilisateur.

Mode de réponse :

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées à l'article 2 du présent règlement de consultation.

Chaque pièce dont la signature individuelle est requise doit être **signée de façon individuelle**, y compris sous **forme électronique**.

La signature du fichier zip n'est pas suffisante si les documents relatifs au marché public dématérialisé qu'il contient ne sont pas, eux aussi, signés électroniquement.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Constitution du dossier de marché :

Dans le cas d'une transmission par voie électronique, le dossier est substitué par l'envoi d'un fichier informatisé reprenant les éléments fixés à l'article 2.

En application aux articles R2132-1 à R2132-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, les candidats doivent remettre leur offre par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation.

Le soumissionnaire est invité à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

Les offres devront être déposées sur la plate-forme avant la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document.

Article 5 : Suite donnée à la consultation - Négociation

Conformément aux articles R2123-1 à R2123-8 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- Soit de procéder à une négociation avec les trois candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères de jugement des offres retenus. Si tel est le cas, la (ou les) négociation(s) se déroulera (ront) dans les conditions ci-dessous soit par écrit, soit oralement, soit en combinant ces deux modes.

- Soit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation

5.1 Négociation écrite

Les candidats recevront de la part de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, par écrit (courrier ou fax), une proposition de négociation dans laquelle figureront les éléments suivants :

- Intitulé du marché ;
- Objet de la négociation ;
- Date et heure limites à laquelle le candidat devra soit proposer sa nouvelle offre, étant précisé qu'en l'absence de nouvelle proposition, le candidat sera réputé maintenir son offre initiale.

5.2 Négociation orale

Lorsque le pouvoir adjudicateur considère qu'une négociation orale avec les candidats ayant remis une offre conforme est nécessaire, il en informe ceux-ci par écrit (courrier ou fax), et en précise les caractéristiques (date et lieu de la négociation, objet et durée de celle-ci, etc.). Dans les trois jours ouvrables suivant chaque séance orale de négociation, un compte-rendu écrit (courrier ou fax) sera adressé par le pouvoir adjudicateur au candidat, celui-ci disposant alors d'un délai de deux jours ouvrables pour émettre ses éventuelles observations et confirmer, le cas échéant, sa nouvelle proposition.

5.3 Mise au point du marché

En cas de nouvelle proposition dans le cadre d'une négociation, le candidat retenu sera invité à compléter, dater et signer un nouvel acte d'engagement, un nouveau bordereau de prix mixtes, ainsi qu'un nouveau détail quantitatif estimatif afin de mettre ces documents en harmonie avec sa dernière proposition financière et/ou technique.

Article 6 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **huit jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Commune de Thiberville
Tél : 02 32 46 80 39

Mail : mairie@thiberville.fr

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.

Les horaires d'ouverture de la mairie sont les suivantes :

- Du lundi au vendredi : de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00

-

ANNEXE 1 : ATTESTATION

Je soussigné(e)

représentant légal de :

domicilié(e)

.....

Déclare sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner au regard de l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Date, signature et cachet du candidat :

ANNEXE 2 :
Eléments demandés à la candidature

A COMPLETER IMPERATIVEMENT PAR LE CANDIDAT

	Année n -2		Année n-1		Année en cours	
	Effectif moyens annuels	Encadrement	Effectif moyens annuels	Encadrement	Effectif moyens annuels	Encadrement
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.						

	Année n -2		Année n-1		Année en cours	
	Chiffre d'affaire global	Chiffre d'affaire concernant les travaux objet du marché	Chiffre d'affaire global	Chiffre d'affaire concernant les travaux objet du marché	Chiffre d'affaire global	Chiffre d'affaire concernant les travaux objet du marché
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles						

Déclaration indiquant l'outillage, le nombre et le type de véhicules et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations de marchés de même nature.	
---	--

Liste des principaux travaux similaires en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant pour chacune de ces réalisations la nature et l'étendue des travaux exécutés, le montant, la date et le destinataire public ou privé appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.		Nature et étendue des travaux	Montants	Date	Destinataire privé ou public